



planète
humanité

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2015

PCF/pôle Écologie

Hervé Bramy

Valérie Goncalves

contact :

jyoudom@pcf.fr

01 40 40 11 59

PARIS CLIMAT 2015-PÉTITION

<http://www.pcf.fr/71505>

**ÉDITION
SPÉCIALE**

Les propositions en pages intérieures de ce document ont été rédigées avant les actes terroristes du 13 novembre.

Néanmoins elles conservent toutes leur pertinence au moment où le débat s'aiguise sur les alternatives à imaginer pour combattre le réchauffement climatique et le système qui le provoque.

CLIMAT

DÉBATTRE ET AGIR ENSEMBLE

La négociation sur le climat est désormais engagée. Les chefs d'État parviendront-ils, comme l'espèrent les peuples du monde, à trouver un accord pour limiter le réchauffement à 2°C au plus, sur la base de principes de solidarité et d'équité ? En effet, après les odieux et lâches actes terroristes au Liban, en France, au Cameroun, en Tunisie et ailleurs encore, l'enjeu de construire un monde solidaire, dans une approche nouvelle de la mondialisation, qui place en son cœur le développement humain durable, la coopération et la paix, est déterminant.

Oui, Pierre Laurent a raison d'affirmer qu'avec cette conférence internationale sur le climat, présidée par la France, sous l'égide de l'ONU, « le genre humain a une nouvelle fois rendez-vous avec son avenir ». Un nouvel échec après celui de Copenhague en 2009, serait désastreux. Ajouter aux malheurs de la guerre et des actes barbares, à la misère, les conséquences dramatiques d'un réchauffement proche des 3°C – comme les préliminaires à la négociation le font craindre aujourd'hui – serait porteur de périls humains et sociaux dramatiques. Trop d'intérêts sont en jeu, pour les vies humaines et le sort des futures générations, pour laisser les chefs d'État décider seuls de l'avenir du climat, de la planète et de l'humanité !

Alors que la grande marche citoyenne pour le climat, prévue à Paris, le 29 novembre, a été annulée, notre détermination à faire entendre la voix des peuples doit rester intacte, afin de garantir un monde vivable pour toutes et tous, en réduisant les inégalités sociales et environnementales. Ce n'est pas aux peuples de payer ! Préserver le climat impose de réduire l'utilisation des énergies carbonées (gaz, pétrole, charbon) qui émettent les gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique. Tendre à une société bas carbone, cela appelle un changement profond qui touchera bien des aspects de la vie personnelle, industrielle, agricole, économique et politique et cela appelle, sur le plan financier, un autre partage des richesses à l'échelle du monde.

Alors, avec toutes les forces disponibles pour transformer le monde (société civile, syndicats, associations, partis progressistes...), avec toutes celles et tous ceux qui s'opposent à la mondialisation capitaliste et à la course au profit, nous voulons réfléchir à de nouveaux modes de vie, de développement, de production et de consommation qui favorisent l'émancipation humaine tout en respectant vraiment l'environnement.

Impossible d'imaginer cette ambition dans le cadre du système capitaliste et productiviste. Pour préserver le climat, ce qu'il faut changer, c'est le système. C'est tout le sens des premières propositions que nous soumettons au débat.

Hervé Bramy

membre du Conseil national du PCF en charge du pôle Écologie

AGRICULTURE

pour une réforme agraire mondiale

Monde

Exiger une réforme agraire basée sur l'agriculture paysanne et la pêche artisanale, productrice de denrées alimentaires saines et diversifiées. Elle doit être au cœur des politiques publiques, garantir la souveraineté alimentaire, engager la transition écologique, favoriser l'accès au foncier, au crédit et aux semences.

Europe

Agir pour en finir avec la spéculation sur les matières premières agricoles et pour créer de nouveaux instruments de régulation des marchés internationaux, avec la création d'outils de stockage, la mise en place d'un système encadrant les marges des géants de la grande distribution et de l'agroalimentaire et un nouveau système coopératif, démocratique contre les risques climatiques.

France

Reconstruire une production nationale pour répondre au droit à une alimentation de qualité pour toutes et tous. Rémunérer au juste prix les producteurs et mieux répartir la valeur ajoutée dans les filières agricoles. Les filières alimentaires relocalisées doivent être soutenues et pouvoir se développer.

INDUSTRIE

un nouveau développement industriel pour la transformation écologique de notre société

- 1. Combattre la pratique de l'obsolescence programmée.** Cette dernière consiste à mettre sur le marché des produits à durée de vie volontairement courte et qu'il est impossible de réparer. Outre qu'elle pénalise les consommateurs, elle conduit à un gâchis de matière et d'énergie néfastes pour le climat. Elle doit être interdite et sanctionnée.
- 2. Élaborer une législation permettant de promouvoir « l'économie circulaire ».** La gestion des matières premières et de l'énergie doit être économe dans le système productif. Le recyclage doit progressivement devenir la règle. Ces impératifs doivent être intégrés dès la conception des produits.
- 3. Favoriser la relocalisation des productions.** Le libre-échange mondialisé promu par l'OMC est une catastrophe sociale mais aussi écologique. Les marchandises traversent la planète avant d'arriver à leurs destinataires. Le bilan CO2 est désastreux. Il faut remettre en cause ces règles et instaurer un système de taxation pénalisant ces pratiques
- 4. Création de fab-cité coopérative et participative** afin de produire localement, de réparer, de recycler, de mettre toutes les ressources numériques disponibles des objets connectés, du big-data et de l'open data à disposition pour optimiser la consommation d'énergie.



ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

l'ESS, actrice de la lutte pour le climat

L'économie sociale et solidaire s'est largement et diversement engagée pour préparer la COP21, en lien avec des ONG engagées pour changer le système pas le climat.

Nous proposons :

- de soutenir les initiatives de circuits courts alimentaires
- de veiller à ce que les produits recyclables aillent aux entreprises d'insertion spécialisées
- d'encourager l'économie sociale dédiée aux transports, à l'énergie et ses économies
- de soutenir la création de monnaies citoyennes pour le développement de l'économie locale

FINANCES/ECONOMIE

plutôt que le « capitalisme vert », la décroissance ou le partage de la misère

1. **Responsabilisons socialement et écologiquement les entreprises**, changeons les critères de gestion des entreprises afin de privilégier une croissance économe en capital et en ressources naturelles. Pour cela renforçons les pouvoirs d'intervention des travailleurs.
2. **Développons massivement les services publics aux niveaux national, européen et mondial**. La reconversion industrielle bas carbone nécessite de fortes dépenses de recherche, de formation et d'infrastructures publiques. Le développement des biens communs appelle le développement de services et d'entreprises publics et socialisés de l'environnement et de l'écologie, coopérant au plan international.
3. **Mobilisons la création monétaire pour des dépenses environnementales et sociales** par la mise en œuvre d'un crédit bancaire à taux sélectif en fonction de la nature sociale et écologique des investissements des entreprises.

RECHERCHE

la recherche pour la coopération climatique

La lutte contre le réchauffement climatique exige une **recherche scientifique de très haut niveau** et suppose :

- de renforcer l'**indépendance** de la recherche, notamment grâce à la maîtrise publique de l'activité de recherche et de surveillance. Pour cela il faut prémunir la recherche scientifique publique contre toute pression économique et politique et donc rétablir les pouvoirs des instances représentatives de la communauté scientifique
- des **financements** publics à la hauteur des besoins ; aujourd'hui, à l'heure de la COP 21, des laboratoires de climatologie sont contraints de fermer des antennes !
- une recherche fondée sur la **coopération** des équipes et des pays ; le transfert des connaissances et des technologies vers les pays en développement est indispensable.



TRANSPORTS

favoriser tous les déplacements vers les transports les moins polluants

- Élaborons un vrai schéma national de transport et de mobilité du TGV au TER. Pour le fret de marchandises, le wagon isolé doit devenir un service d'intérêt général, le fluvial doit être développé. Les emprises ferroviaires doivent être mises sous protection.
- Sortons d'une concurrence déloyale de la route renforcée par la loi Macron. Instaurons une tarification sociale et écologique contraignante. Conditionnons les aides publiques que reçoit le transport routier.
- Désendettions le système ferroviaire. Mobilisons des moyens pour les infrastructures avec un livret A « spécial rail », la nationalisation des sociétés d'autoroutes et l'extension du versement transport
- L'Aérien doit réduire son impact carbone de 50% en 2020 et de 75% en 2050. Cela implique,

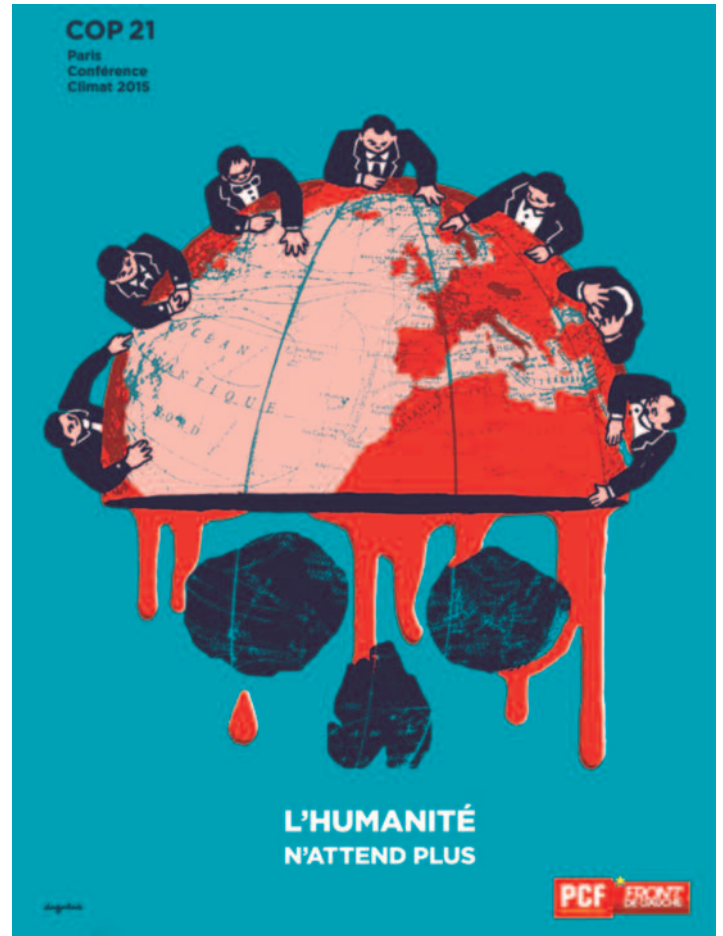
quelques chiffres

Avec 26% des émissions de gaz à effet de serre, les transports constituent une des principales activités émettrices. La route en génère 93%. En France, les émissions de CO2 par trajet sont de 66,7 g/km par voyageur qui utilise le bus, de 2 g/km par voyageur qui utilise le train!

que, des moteurs plus sobres, des avions plus électriques, l'éco-roulage au sol, des biocarburants durables, des avions électriques bi-place « E-Fan » en écoles de pilote

pour le droit à l'énergie pour toutes et tous sur la planète

- Plusieurs milliards d'êtres humains n'ont toujours pas accès à l'énergie. Cette inégalité est insupportable. Agissons pour que ce besoin vital devienne enfin une réalité, avec des énergies peu productrices de GES. Ceci oblige à construire un chemin viable pour réduire la part des hydrocarbures et du charbon dans les 10 années qui viennent et les coopérations nécessaires afin que les pays en développement puissent accéder aux techniques les plus récentes permettant un usage raisonné des énergies fossiles.
- Nous devons veiller à ce que l'électricité ne devienne pas une denrée rare, donc chère. En cela, le mix énergétique que nous visons s'attache à exploiter le mieux possible chaque énergie (Enr, nucléaire, hydraulique, géothermique...) sans les opposer les unes aux autres, en privilégiant celles émettant le moins de CO2 et le niveau de maturité des différentes technologies avec le triple critère : social, environnemental et économique.
- Le secteur du bâtiment est celui qui consomme le plus d'énergie (44%). Il constitue un gisement d'économie d'énergie et de réduction des émissions de CO2 en remplaçant les énergies fossiles par la production de chaleur renouvelable. Un grand plan de rénovation des logements s'impose et pour cela il faut dégager les financements nécessaires. S'attaquer à l'efficacité énergétique, c'est combattre la précarité.



faire entendre la voix des peuples

Paris climat 2015 : nous voulons faire entendre la voix des peuples du monde afin d'exiger, sous l'égide de l'ONU, un accord international entre les États fondé sur les principes de solidarité et d'équité comportant :

- des objectifs chiffrés transparents de réduction des GES pour limiter le réchauffement de la planète à 2°C dans les plus brefs délais,
- des engagements financiers précis, à la hauteur des moyens des pays riches, pour la mise en route effective du Fonds Vert à hauteur de 100 milliards de dollars par an d'ici 2020, pour la mise en place concrète d'aides à l'atténuation et à l'adaptation,
- le développement de la Recherche et de la coopération par le transfert de technologies avec les brevets associés vers les pays en voie de développement et les pays les moins avancés,
- la mise en place du mécanisme de « pertes et dommages » au profit des pays les plus vulnérables aux catastrophes naturelles.



Pierre Laurent
sénateur
secrétaire national
du PCF

« Comment admettre que 1% de la population détiennent 50% des richesses mondiales alors que des centaines de millions d'êtres humains souffrent de faim, de maladies pourtant guérissables, que l'accès aux énergies modernes leur est refusé, que le chômage partout sévit... Selon l'ONU, si rien de sérieux n'est décidé lors de la COP21, 250 millions de réfugiés climatiques quitteront leurs terres en 2050. C'est insoutenable ! »